

## COMMUNIQUE DE PRESSE de la FSU Territoriale

Contact : Didier BOURGOIN

0680323327

## MANIFESTER EST UN DROIT

Le mercredi 4 octobre 2017, en marge de sa visite à l'école d'application aux métiers des travaux publics située à Égletons en Corrèze, Emmanuel Macron a assimilé les salariés-es de l'entreprise GM&S venu manifester à des : « fouteurs de bordel qui feraient mieux de chercher du travail... ».

Ces propos sont inacceptables et nous les condamnons.

Ce qui s'est passé hier à Egletons est à la hauteur du mépris que le Président de la République porte aux salariés mais aussi aux élus locaux de Creuse qui étaient venus apporter leur soutien aux GM'S.

Tout d'abord parce que ce sont des termes outranciers et insultants, ensuite parce qu'ils sont inutilement clivants sur un sujet aussi sensible et douloureux que celui du chômage et pour finir, parce qu'ils déconsidèrent le droit de tout-e citoyen-ne à manifester.

Cela est encore moins acceptable de la part du Président de la République dont le rôle est de rassembler plutôt que de tenter de monter les uns contre les autres dans de vaines polémiques.

Loin de l'image policée de la campagne électorale, il stigmatise par de nouveaux propos outranciers des salariés-es victimes d'une situation qu'ils et elles subissent.

Le dialogue social dont Emmanuel Macron se fait le chantre mérite mieux que des propos aussi inutilement stigmatisants.

La FSU Territoriale rappelle que si le droit de manifester n'est pas inscrit dans la Constitution, il est implicitement garanti par l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'Homme sur la liberté de réunion et l'article 10 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qui dispose : "Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi".

Les agents de la fonction publique territoriale subissent des attaques sans précédent.

C'est ce qui détermine encore plus la FSU-TERRITORIALE à faire du 10 octobre prochain une grande journée de grève et de manifestations pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics territoriaux.

Nous avons des droits faisons les respecter Nous avons des droits faisons-nous respecter

Paris le 5/10/2017